



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 26/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LINDE France SA

Usine d'Estarac
ZI d'Estarac
31360 Boussens

Références : 2024/0407
Code AIOT : 0006804142

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement LINDE France SA implanté Usine d'Estarac ZI d'Estarac 31360 Boussens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC). Lors de l'inspection, l'unité était en fin d'arrêt pour maintenance annuelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE France SA
- Usine d'Estarac ZI d'Estarac 31360 Boussens
- Code AIOT : 0006804142
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LINDE France exploite une unité de fabrication d'hydrogène gazeux par reformage à la vapeur du gaz naturel sur son site de Boussens. Cette unité est implantée au sein de l'emprise foncière du site BASF, Seveso seuil haut, pour lequel la société LINDE France assure la production et la distribution d'hydrogène en continu.

Le site est soumis au régime de l'autorisation et réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 juillet 2005. La situation administrative a été actualisée en dernier lieu par lettre préfectorale du 3 août 2017.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Équipement sous pression
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	inventaire substances ou mélanges dangereux...	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Zones à atmosphère explosible	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Dispositions particulières à certaines installations	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 11.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Risques accidentels, équipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.2.2	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.4.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	destinées à prévenir les accidents		
7	Contenu du permis de travail, de feu	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.4.5.1	Sans objet
8	Dispositions générales de sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 11.1.1	Sans objet
10	Dispositions particulières à certaines installations	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 11.1.2	Sans objet
11	Dispositions particulières certaines installations	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 11.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les outils nécessaires pour identifier et traiter les situations à risques au sein de son établissement.

Aucune non conformité n'a été mise en évidence lors de l'inspection, il est attendu de l'exploitant la communication de certains documents justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : inventaire substances ou mélanges dangereux...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire substances ou mélanges dangereux...
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p>
Constats :

<p>L'exploitant à fourni un état des stocks accessible sous format Excel, répertorié sur le réseau interne à LINDE, faisant ressortir, les quantités courantes et maximales.</p> <p>Le fichier Excel comporte un lien vers la fiche de données sécurité. Un audit relatif au système de management de la sécurité est réalisé à fréquence septennale.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan illustrant l'emplacement précis des produits stockés. L'exploitant s'engage à réaliser et à communiquer rapidement ce document.</p> <p>Un suivi mensuel du niveau des cuves de produits de traitement des chaudières est réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre la liste exhaustive des produits stockés. Établir un plan localisant les produits stockés et leurs quantités au sein de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : zonage des dangers internes à l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers internes à l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit un plan de l'unité présentant les zonages ATEX de type 1 et 2, délimité par un trottoir qui départage l'unité, les panneaux de signalisation ainsi qu'un marquage au sol par une peinture. Ce dernier apparaît défraîchi lors de la visite. Ce plan a été mis à jour en janvier 2023, intégrant la partie trailers avec la zone chargement.</p> <p>Un contrôle d'accès est effectué à l'accueil du site BASF à toute personne extérieur au site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Améliorer le marquage au sol délimitant les zones ATEX
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – mise à la terre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle périodique annuel des installations techniques et des équipements est assuré par l'APAVE. Une fois restitué, le rapport d'audit prescrit des actions de reprise des écarts vis-à-vis des non-conformités, qui doivent être réalisées dans l'année qui suit.</p> <p>Lors de cette visite, l'exploitant met à la disposition de l'inspection le rapport d'audit, daté du 26 mars 2024. Ce dernier fait ressortir 2 écarts récurrents sur les 11 observations. Ces préconisations doivent être mises en œuvre dans l'année qui suit la remise du rapport d'audit. Des devis ont été élaborés et seront communiqués à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées demande la communication du Q18 accompagnant le rapport de vérification. Ce compte rendu signale les dangers d'incendie ou d'explosion que présente l'installation électrique et indique si les dangers sont nouveaux ou ont déjà été identifiés lors de précédentes vérifications.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le rapport de vérification Q 18</p> <p>Fournir les devis de mise en conformité des installations électriques à l'inspection des ICPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Zones à atmosphère explosible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.3.3.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, Zones à atmosphère explosible
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle.
Constats : Depuis 2023, la vérification des installations électriques en zone ATEX est dissociée de la vérification des installations électriques au vu d'une note émanant de la direction du travail. Cette vérification restant obligatoire, l'inspection des installations classées demande de procéder à la vérification de l'adéquation des installations électriques au zonage ATEX.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir le rapport de vérification de l'adéquation des installations électriques au zonage ATEX.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

<p>Constats :</p> <p>Le contrat reliant la société Linde au bureau de contrôle (APAVE) a été renouvelé en 2024. Une vérification visuelle annuelle et une vérification complète biannuelle sont réalisées, conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié.</p> <p>Un contrat avec Météorage permet de suivre les impacts de foudre. L'exploitant a fourni le rapport du 17 mai 2024 faisant référence à un impact foudre identifié à 700 m de l'installation ainsi que le rapport de vérification du 24 juin 2024, suite à cet impact de foudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement. (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le classeur des consignes répertoriant les procédures écrites. Vérification faite sur les consignes de démarrage à froid et à chaud.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contenu du permis de travail, de feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 7.4.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du permis de travail, de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les motivations ayant conduit à sa délivrance,- la durée de validité, - la nature des dangers, - le type de matériel pouvant être utilisé, - les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, - les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. <p>Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.</p>

<p>A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.</p> <p>En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure:</p> <ul style="list-style-type: none"> - en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations, - à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.
<p>Constats :</p> <p>Des travaux ont été réalisés du 28 mai 2024 au 03 juillet 2024. Un permis spécifique pour des travaux en hauteur et un permis de feu pour des travaux par points chauds ont été consignés dans le plan de prévention mis à la disposition de l'inspection.</p> <p>Le permis de feu est daté du 02 juillet 2024 relatif aux opérations de perçage et meulage de panneaux métalliques.</p> <p>Une visite préalable à ces travaux, dont l'objet est de présenter les risques liés à la co-activité et au chantier, d'accueillir les sous-traitants et l'entreprise, de présenter l'inventaire des risques, est réalisée.</p> <p>La surveillance post chantier est réalisée 1 heure après la fin des travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Dispositions générales de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 11.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions particulières de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. un dispositif de vidéosurveillance doit permettre d'assurer, en complément du gardiennage, la surveillance du site en dehors des heures de fonctionnement, 2. la maintenance des soupapes du circuit vapeur doit pouvoir être assurée sans arrêt de la production. Les soupapes doivent être redondantes associées à une vanne trois voies ou un dispositif équivalent, 3. des modes opératoires doivent préciser les phases de démarrage, d'arrêt et en situation dégradée de la centrale de production [...]
<p>Constats :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un dispositif de télésurveillance existe (cf partie confidentielle)

<p>2. La maintenance des soupapes se fait manuellement. En cas de défaillance, un basculement se fait vers la 2nde soupape ; Cas rencontré le samedi le 08 juin 2024, suite à un défaut identifié sur un ressort (examen du compte rendu d'incident 2024-15 lors de l'inspection)</p> <p>3. Les règles de fonctionnement spécifique au site ont été mises à jour en Septembre 2022 et tout arrêt programmé ou reprise de production est opéré localement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Dispositions particulières à certaines installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 11.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions particulières à certaines installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée Consécutivement à l'analyse de l'étude de dangers par l'inspection des installations classées, les actions décrites ci-dessous doivent être engagées par la société LINDE GAS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'unité de production d'hydrogène doit comporter : <ol style="list-style-type: none"> 1. un dispositif interdisant le redémarrage de l'unité de production sans un acquittement manuel local et/ou à distance du défaut ayant entraîné l'arrêt de l'unité, 2. un enregistrement des incidents et des actions correctives détectés lors du fonctionnement de l'unité et des stockages associés. Ces enregistrements seront archivés pendant au moins 2 années, 3. Les seuils maxima admissibles des détecteurs doivent déclencher une alarme et entraîner une action corrective voir la mise en sécurité de l'installation. Cette action peut être automatisée mais doit pouvoir également être manuelle, <p>[...]</p> <ol style="list-style-type: none"> 6. une alimentation électrique de secours d'une autonomie de 2 heures au moins doit permettre le fonctionnement des postes de conduite, des chaînes de régulation et des analyseurs du procédé. Une autonomie inférieure sera admise si l'exploitant peut démontrer qu'à tout moment, le délai de mise en sécurité des installations est inférieur à la moitié de l'autonomie, 7. une liaison de communication informatique dédiée et sécurisée doit être mise en service entre le centre de contrôle à distance de CHALAMPE, PORTET-sur-GARONNE en suppléance, et les techniciens de l'unité d'hydrogène. Un transfert automatique de la liaison doit être possible vers une ligne de secours. Une convention entre LINDE GAS et le service de télécommunication doit prévoir une intervention sous 4 heures du prestataire de service en cas de dysfonctionnement. En cas de perte de ces 2 lignes, le personnel d'astreinte se rend sur place sous délais d'une ½ heure. 8. une alimentation électrique de secours d'une autonomie de 2 heures au moins doit permettre le fonctionnement de la centrale regroupant les alarmes. Une autonomie inférieure sera admise si l'exploitant peut démontrer qu'à tout moment, le délai de mise en sécurité des installations est inférieur à la moitié de l'autonomie et qu'il a la capacité de déterminer la nature des alarmes au redémarrage de la centrale. 9. Une procédure définira les conditions dans lesquelles est assurée l'astreinte pour les périodes où le personnel d'exploitation normale est absent. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>1. Tout arrêt ou reprise se fait par le personnel local de l'unité. Les règles de fonctionnement ROC spécifique au site ont été mises à jour en septembre 2022 autorisant un redémarrage à distance</p>

<p>en l'absence d'un point de sécurité défaillant.</p> <p>2. Tous les incidents sont répertoriés via une GMAO et un rapport d'incidents est généré incluant les actions correctives.</p> <p>3. Présence de détecteurs (voir détail en partie confidentielle)</p> <p>Lors de l'inspection, le rapport de calibration biannuel MSA daté d'avril 2024 a été examiné.</p> <p>6. L'exploitant dispose d'une ligne réseau principale via BASF et d'un onduleur en cas de panne, d'une autonomie de 2 heures. Un contrat lie LINDE GAZ à un prestataire pour intervention.</p> <p>7. une ligne de communication principale et une de secours sont bien présentes. Leurs fonctionnement n'a pas pu être précisé lors de l'inspection.</p> <p>8. conforme, voir point de contrôle n°6 ci-dessus.</p> <p>9. La procédure d'astreinte a été présentée (cf partie confidentielle)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Fournir un schéma des réseaux de communication évoqués au point 7.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Dispositions particulières à certaines installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 11.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions particulières à certaines installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le poste de chargement des citernes routières doit comporter : [...] <p>4. un dispositif s'opposant à l'arrachement des flexibles de dépotage des véhicules citernes;</p>
<p>Constats :</p> <p>La présence du dispositif a pu être vérifiée lors de l'inspection (cf partie confidentielle)</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions particulières certaines installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 11.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Disposition particulières certaines installations
Prescription contrôlée :

<ul style="list-style-type: none"> Le stockage d'hydrogène doit comporter au moins : <ol style="list-style-type: none"> une vanne pneumatique en sortie de compresseur permettant l'isolement de l'alimentation des réservoirs, des soupapes de sécurité en sortie compresseur, les dispositifs de mesure de pression des réservoirs d'hydrogène doivent comporter des alarmes indiquant les limites d'emplissage autorisées. La détection du seuil de pression maximum doit commander l'arrêt des compresseurs d'alimentation [...]
Constats : <ol style="list-style-type: none"> une vanne d'isolement est bien présente (détail en partie confidentielle). les soupapes sont présentes. Sur une détection de fuite d'hydrogène, un arrêt des compresseurs bloque les vannes pneumatiques vers la partie chargement de trailers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Risques accidentels, équipement sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. »</p>
Constats : <p>Un logiciel gère les équipements sous pression retraçant les observations et les échéances.</p> <p>Le programme de vérification des ESP pour l'arrêt en cours a pu être examiné par les inspecteurs.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Transmettre la liste des équipements sous pression et des échéances réglementaires pour leurs suivis.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois